Tollé en Grèce après les propos de Christine Lagarde sur la fraude fiscale

La directrice générale du FMI réagit à la polémique en assurant le peuple grec de sa « compassion »

Athènes
Correspondance

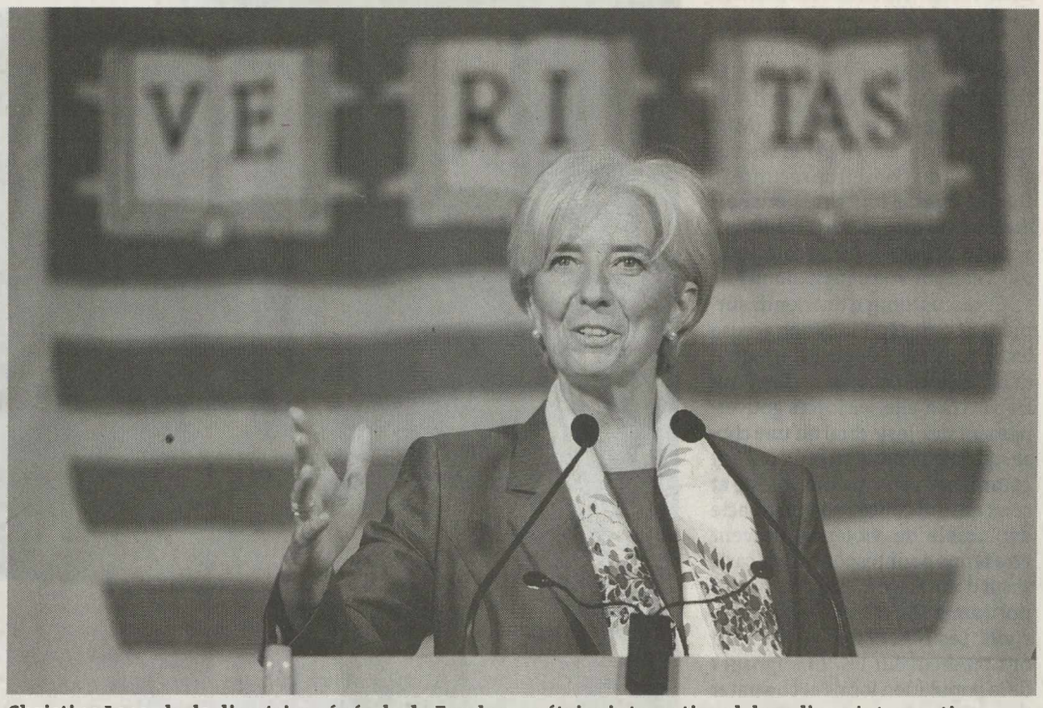
Les propos jugés méprisants sur la Grèce de la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde ont provoqué un tollé à Athènes, mais suscitent aussi des réactions en France. Dans un long entretien-portrait de Christine Lagarde, paru dans le journal britannique *The Guardian*, samedi 26 mai, la directrice du Fonds monétaire international ne consacre que quelques lignes à la Grèce, mais elles ont déclenché une tempête. *« Emeute sur Internet contre Lagarde »*, titre *Ethnos* (centre-gauche). La polémique était en « une » de la plupart des quotidiens grecs, lundi matin.

Christine Lagarde est interrogée dans le quotidien britannique pour savoir si elle ne voit que les chiffres quand elle demande de prendre des mesures qui auront des conséquences sociales importantes en Grèce, comme des femmes qui doivent accoucher sans sages-femmes ou des malades qui ne peuvent avoir accès à des médicaments vitaux. *« Je pense davantage aux enfants dans une école d'un petit village du Niger, qui ont deux heures d'école par jour, partageant une chaise pour trois (...) Je pense qu'ils ont besoin de davantage d'aide que les gens d'Athènes. »*

En Grèce, les impôts ont augmenté pour ceux qui en payent, tandis que la lutte contre la fraude fiscale reste insuffisante

« Vous savez quoi, poursuit-elle, *en ce qui concerne Athènes, je pense aussi à tous ces gens qui essaient de ne pas payer d'impôts. » « Plus qu'à ceux qui luttent pour survivre sans emploi ? »*, demande la journaliste. *« Je pense à eux de façon égale. Et je pense aussi qu'ils devraient s'entraider collectivement. »* Comment ? *« En payant tous leurs impôts. »*

Ces propos ont rendu furieux de nombreux Grecs qui ont pris d'assaut la page Facebook de la directrice du FMI, qui affichait lundi matin plus de 18 000 commentaires. *« Comment pouvez-vous parler des gens comme s'ils étaient des choses. Avez-vous manqué de soins médicaux, de sécurité ? Avez-vous déjà manqué d'espoir, de rêves ? »*, l'apostrophe un internaute. *« Je ne veux plus de votre aide. Je ne veux plus que vous me sauviez »*, commente un autre. De nombreux messages sont de simples insultes, tandis que d'autres félicitent Mme Lagarde et attaquent les Grecs.



Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international, lors d'une intervention devant des étudiants américains à Cambridge, dans le Massachusetts, le 23 mai. DOMINIK REUTER/REUTERS

Christine Lagarde a dû publier un communiqué sur sa page, exprimant sa *« compassion »* pour le peuple grec. Elle clarifie ses propos sur l'évasion fiscale, en précisant qu'elle visait *« en particulier les plus privilégiés »*. Les armateurs ne payent pas d'impôts, l'Eglise orthodoxe n'est que depuis peu – faiblement – taxée sur ses biens commerciaux et de riches familles grecques ont placé leur fortune dans des paradis fiscaux. Depuis la mise en place des plans d'austérité imposés par la « troïka » (FMI, commission européenne, banque centrale européenne), les impôts ont augmenté pour ceux qui en payent, tandis que la lutte contre la fraude fiscale reste insuffisante. La réforme fiscale prévue depuis deux ans n'a toujours pas été mise en place.

Le Pasok et Nouvelle démocratie ont dénoncé les propos de Mme Lagarde. Le leader de la Gauche radicale, Alexis Tsipras a répliqué : *« Pour les évadés fiscaux, elle devrait en parler au Pasok et à Nouvelle démocratie, pour qu'ils expliquent pourquoi ils n'ont pas touché aux grands capitaux. »*

Les propos de Mme Lagarde interviennent en pleine bataille électorale, alors que Pasok et Nouvelle démocratie et plusieurs dirigeants européens essaient, non sans maladresses, de transformer le scrutin législatif du 17 juin en un référendum en faveur du maintien de la Grèce dans l'euro. 80 % des Grecs sont hostiles à un retour à la drachme, mais ils sont dans les mêmes proportions opposés aux mesures d'austérité, imposées par le FMI et l'Union européenne. ■

Alain Salles

Nombreuses réactions négatives en France

LES PROPOS de Christine Lagarde dans le *Guardian*, samedi 26 mai, qui ont un fort écho courroucé en Grèce, ont également entraîné des réactions négatives en France. A gauche, mais pas seulement.

Porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem a jugé, dimanche, sur Canal+, la position exprimée par la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), *« un peu caricaturale et schématique »*. Avant d'ajouter : *« Aujourd'hui, il n'y a pas de leçons à donner. »*

L'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, a jugé, sur France 3, les propos de Mme Lagarde *« indignes »*. *« De quel droit parle-t-elle de cette façon aux Grecs ? »*, a demandé M. Mélenchon. *« S'il y avait une morale politique, Mme Lagarde devrait s'en aller du poste qu'elle occupe. » « Pourquoi ne dit-elle pas : ce sont les armateurs, c'est-à-dire les capitalistes, qui doivent payer leurs impôts, alors qu'ils ne les paient pas ? »*, a ajouté le patron du Front de gauche, qui a reçu, il y a une semaine à Paris, son homologue grec Alexis Tsipras, favori des élections en Grèce le 17 juin.

« Effets très dangereux »

La présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est aussi démarquée des propos de l'ancienne ministre des finances de Nicolas Sarkozy. *« Je crois qu'il ne faut pas s'adresser aux peuples comme ça, et notamment en ce moment au peuple grec, qui est victime d'une situation effroyable »*, a déclaré au Grand Jury RTL-*Le Figaro*-LCI la patronne du patronat français. *« Ce qui compte aujourd'hui, c'est de les aider, ce n'est certainement pas de les humilier encore plus, de les culpabiliser encore plus, de les enfoncer d'une manière ou d'une autre »*, a souligné Mme Parisot. *« Cela ne sert à rien de s'adresser* [aux Grecs] *comme Christine Lagarde l'a fait, je pense même que ça peut avoir des effets très dangereux »*, a-t-elle précisé, évoquant le risque des *« extrémismes en ce moment, et notamment d'une extrême droite très dangereuse »*.

Le président du MoDem, François Bayrou, s'est lui aussi montré très critique, lundi, sur France Inter. *« J'ai trouvé les propos de Christine Lagarde extrêmement choquants parce qu'elle a mis en accusation le peuple grec comme s'il était coupable et responsable »*, a-t-il expliqué.

Au sein de l'UMP, le député des Yvelines Jacques Myard, franc-tireur souverainiste, a publié un communiqué, dimanche, pour dénoncer, les propos de la directrice du FMI. *« C'est l'euro qui a étranglé l'économie grecque ! »*, écrit l'élu, pointant l'*« échec »* de la monnaie unique. ■

Pierre Jaxel-Truer (avec AFP)